

CHRONIQUE

de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité
www.chroniquedelasemaine.com

FAIT DIVERS

POUR UNE PIPE, ELLE SE FAIT MOLESTER JUSQU'AU SANG ET RENVOYER DU FOYER P.4

Colloque international sur " Droits de l'Homme et post-colonialité " à l' université de Lomé :



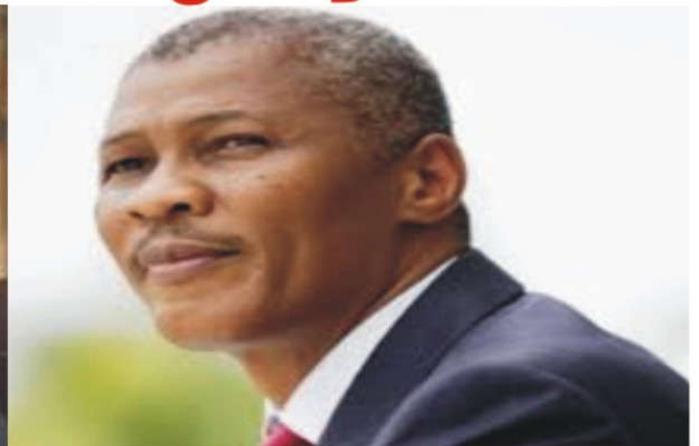
Le Professeur Fidel Komla Messan Nubukpo investi icône du département d'anglais P.7

La Coalition toujours hantée par la journée funeste du 19 août 2017 :

La C13 aime-t-elle le sang des Togolais comme les guaymans ?

 P.3

Antoine Folly de l'UDS- Togo



Nathaniel Olympio du Parti des Togolais

05 février 2005-05 février 2019 /

Le monde entier se souvient du Général Eyadema :

Des offices religieux au menu des commémorations

 P.4

Feu Général Gnassingbé Eyadema

Lutte contre la pauvreté au Togo :
Mme Assih Mazamaesso fait le point sur la situation annuelle des différents programmes et institutions mis sous sa tutelle



P.5

Lutte contre les corruptions et les infractions assimilées au Togo :



Fofi-Bazi Katari, ministre de la Communication, des Sports et de la Formation civique

L'HAPLUCIA arme les médias publics et privés P.4

Classement mondial " Heritage Foundation" :

Le Togo fait une progression excellente de 10 places en un an P.6

Lutte contre les corruptions et les infractions assimilées au Togo :**L'HAPLUCIA arme les medias publics et privés**

La Haute Autorité de Prévention et de Lutte contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HAPLUCIA) a organisé à Lomé le vendredi dernier un atelier de sensibilisation à l'endroit des professionnels des médias publics et privés nationaux autour du thème " participation citoyenne à la lutte contre la corruption et les infractions assimilées ". Cette rencontre de travail et d'échange qui vise à faire des hommes de médias, des partenaires privilégiés de l'HAPLUCIA pour la campagne nationale de sensibilisation contre la corruption, a été ouverte par le nouveau ministre de la Communication, des Sports et de la Formation civique, Foli-Bazi Katari en présence des premiers responsables de ladite institution.

Créée en 2015 à travers la loi N°2015-006 par la volonté politique des plus hautes autorités du Togo afin de repousser hors de nos frontières tous les actes de corruption, via la prévention de ces actes par des activités de sensibilisations, d'information, d'éducation, et de la vulgarisation des textes ainsi que la promotion d'un système de gouvernance qui pré-



La table d'honneur ; au milieu, le ministre de la Coïmmunication, Foli-Bazi Katari.

vient les conflits d'intérêts et d'enrichissement illicites ; puis, faire également la répression à travers la collecte et le traitement des plaintes et dénonciations des faits de corruption, la Haute Autorité de Prévention et de Lutte contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HAPLUCIA), s'est engagée à former ces partenaires pour la réussite tangible de sa mission d'où cette journée de travail avec les journalistes.

Pour sa part, le président de la HAPLUCIA, Essohanam Wiyao, a rappelé que cet atelier jette les bases d'un partenariat civique et citoyen avec les professionnels de médias dans la lutte contre la corruption.

En effet, l'efficacité de HAPLUCIA passe par la mise en œuvre prioritairement de certaines activités, à savoir : élaboration et la mise en œuvre du plan d'action

national triennal de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées ; élaboration et l'adoption d'une loi cadre de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées ; concevoir des modules d'enregistrement à introduire dans les programmes scolaires et universitaires ; élaborer un code de conduite de la fonction publique pour rendre effectif le système national d'intégrité ; rendre effective la disposition du décret n°2011-178/PR du 7 décembre 2011 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels, relative à la nomination d'un inspecteur des services dans chaque ministère ; veiller à l'harmonisation et à l'affichage des tarifs des prestations payantes dans l'administration publique et promouvoir un système de gouvernance qui

prévient les conflits d'intérêts, l'enrichissement illicite, les détournements de biens publics, les trafics d'influence, la concussion, et tout autre acte de corruption et d'infraction assimilée entre autres.

Plus de 50 acteurs du 4e pouvoir ont été entretenus sur plusieurs thématiques. Il s'agit entre autres, communications de la découverte du protocole de la CEDEAO et des conventions des Nations-Unies et de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption ; la répression des actes de corruption et des infractions assimilées dans le nouveau code pénal togolais ; le cadre législatif et institutionnel de l'exercice de la liberté de presse et de la communication et le droit d'accès à l'information et la documentation publique.

Le Togo ayant ratifié la

quasi-totalité des conventions et les instruments Nationaux et Internationaux, fournit ainsi donc un arsenal juridique à HAPLUCIA pour son autonomisation et pour plus d'efficacité dans ses interventions sur le terrain.

A l'ouverture des travaux, le ministre Foli-Bazi Katari a parlé de la corruption en termes de " cancer des économies nationales ". Pour lui, ce fléau constitue une situation dissuasive des investisseurs vis-à-vis du Togo. " La corruption n'épargne aucune nation même si les pays en développement sont les plus vulnérables. La création de la HAPLUCIA est l'expression de l'engagement des autorités dans la lutte contre la corruption", a-t-il ajouté.

Il a invité les professionnels des médias togolais à s'investir sérieusement dans le travail pour devenir des journalistes d'investigation de renommée internationale pour aider le gouvernement et l'HAPLUCIA dans le combat contre ce fléau à tous les niveaux, à l'instar des journalistes d'investigation ghanéens qui ont permis aux décideurs politiques d'assainir le secteur administratif et sportifs dans leur pays.

Il a cependant souhaité que les journalistes togolais ne soient pas assassinés pour avoir dénoncé la corruption comme ceux du Ghana mais plutôt soient décorés pour la vérité dévoilée. Le nouveau patron du ministère de la Communication, des Sports et de la Formation civique, a également promis user de tous ses compétences pour garantir la sécurité des journalistes.

Daniel A.

Infrastructures / Financement de l'IFC :**L'Afrique subsaharienne bat le record avec plus du quart entre 2017 et 2018**

Au cours de l'exercice fiscal 2017-2018, les investissements et les mobilisations annuels de la Société financière internationale (IFI) en Afrique ont représenté plus du quart de ses financements à long terme au niveau mondial, a expliqué la directrice régionale de l'IFI pour les infrastructures et les ressources naturelles en Afrique et au Moyen-Orient, Mme Linda Munyengerwa. Elle s'est prononcée cette semaine au cours d'un entretien accordé au site d'information La Tribune Afrique.

Selon la responsable de l'IFI-Afrique et Moyen-Orient, Mme Linda Munyengerwa, son institution a investi un montant record de 6,2 milliards \$ en



Afrique Subsaharienne au cours de l'année fiscale ayant pris fin en juin 2018. Un montant nettement supérieur aux 3,5 milliards \$ investis au cours de l'exercice précédent.

Cette croissance des investissements de l'IFI dans la région a été en majeure partie aspirée par le secteur des infrastructures, a souligné Mme Linda. Cette hausse s'inscrit d'ailleurs

dans un contexte d'augmentation générale des investissements infrastructurels en Afrique subsaharienne.

Les investissements de plus de 50 millions de dollars dans le domaine des infrastructures, ont connu une hausse de 5,9% en 2017. Cette courbe pourrait continuer son ascension au vu des multiples projets d'infrastructures à long terme en cours de réalisation dans la

région est-africaine.

Malheureusement la hausse des projets d'infrastructures se heurte à un problème de financement majeur. Les Etats, premiers bailleurs de fonds de ces projets (avec près de 27,1% de projets financés en 2017), pourraient manquer de fonds pour combler un déficit infrastructurel, dont le coût est estimé entre 87 et 112 milliards \$ par an d'après la Banque africaine de développement (BAD).

Et selon un rapport du Global Infrastructure Hub (GIH), l'Afrique aurait encore besoin de 1 700 milliards \$ pour financer ses infrastructures sur les 22 prochaines années, ce qui pourrait à terme représenter une opportunité pour les investisseurs.

JPB

CHRONIQUE
de la Semaine

Directeur de la Publication
ALIZIOU ESSODINA
90 01 21 69

REDACTION

Imprimerie SDR
Tirage : 2000 ex.

La Coalition toujours hantée par la journée funeste du 19 août 2017 :

La C13 aime-t-elle le sang des Togolais comme les guaymans?

"Il n'y aura plus de 19 août 2017 au Togo", déclarait le ministre Gilbert Bawara au cours d'une sortie après la publication de la feuille de route de la CEDEAO. Evidemment cette date rappelle un triste souvenir aux Togolais. En effet le 19 août 2017, le PNP de Tikpi Salifou Atchadam avait organisé une marche violente qui a occasionné 4 morts et des blessés graves. Ce jour-là, nous avons vu les militants de ce parti arracher les armes des mains des militaires qu'ils avaient molestés sans ménagement à Sokodé, ville natale de Tikpi Atchadam. Le commissariat de la ville a été détruit, certains édifices publics cassés et les maisons des cadres du parti UNIR saccagées. Bref, la ville natale de Tikpi Atchadam était à feu et à sang tandis qu'à Lomé, il y a eu des échauffourées entre les forces de sécurité et les militants de ce parti sur excités.

A Mango, des heurts entre les militants de ce parti et les forces de sécurité ont fait un mort et des blessés sans oublier les maisons des cadres du parti UNIR de la localité détruites. Ce triste bilan devait interpeler les Togolais qui sont très remontés contre ces violences qu'ils ne souhaiteraient plus le revivre. C'est pourquoi le ministre Bawara a déclaré que les événements de cette journée noire où des Togolais ont perdu des êtres chers ne se produisent plus jamais sur la terre de nos aïeux.

Mais aussi curieux que cela puisse paraître, l'un des responsables de la Coalition, en l'occurrence Antoine Folly répliqua brutalement sur les médias pour dire à qui voulait l'entendre qu'il y



Antoine Folly de l'UDS- Togo



Nathaniel Olympio du Parti des Togolais

aura d'autres " 19 août ".

En clair, pour le président de l'UDS-Togo, Antoine Folly, il y aura d'autres " 19 août " avec ces morts et blessés et des destructions des biens publics et privés. Quelle méchanceté ! Souhaiter la mort des Togolais pour s'en servir à des fins politiques est cynique et méchant.

Comme si cela ne suffisait pas, après l'échec de la mobilisation de la marche de la Coalition du samedi 26 janvier dernier, le président du Parti des Togolais, Nathaniel Olympio affirme sans honte que chaque année il y aura un 19 août. " Si le régime ne veut pas que le peuple se dresse sur son chemin, il faut simplement que ce peuple obtienne ce qu'il attend ", a-t-il laissé entendre sur la radio pyramide.

A la question de savoir ce que veut le peuple il répond c'est " l'alternance ". Seulement l'on se demande comment obtenir cette alternance. Sûrement qu'il répondra " l'insurrection ". Selon le président du Parti des Togolais, le peuple doit prendre ses responsabilités. L'on peut comprendre par ce mot " responsabilité ", un appel au peuple pour aller aux

urnes comme ce qui se passe dans les grandes démocraties du monde. Mais hélas, Nathaniel Olympio appelle son peuple à l'insurrection pour gagner le pouvoir.

Et pourtant l'insurrection engendre toujours des morts et des blessés comme ce qui s'est passé le 19 août. Pourquoi la Coalition veut-elle le sang des Togolais pour accéder au pouvoir comme ce que font les guaymans pour avoir de l'argent ?

Si la Coalition recourt au sang des Togolais pour avoir le pouvoir, elle procède exactement comme les guaymans cherchent également du sang humain pour leur rite et avoir beaucoup d'argent.

Pourquoi la Coalition refuse-t-elle la voie des urnes et opte-t-elle pour le chemin de l'insurrection avec son cortège des morts et blessés pour accéder au pouvoir ? Et pourtant le président François Emmanuel Macron a donné un bon conseil à la Coalition.

Il leur a dit d'aller aux urnes et de laisser le peuple choisir, soit pour l'alternance ou soit, maintenir le pouvoir en place si le peuple est satisfait de son

bilan. Pourquoi refuse-t-elle alors cette voie démocratique et préfère la violence qui endeuille inutilement les Togolais ? La date du 19 août n'est pas, à célébrer avec faste car ce jour là, les Togolais sont morts et d'autres, blessés.

" Le jour où toutes les populations seront mobilisées, nous aurons le changement " fulminait le président du parti " Togo Autrement ", Fulbert Attisso lors du meeting de son parti tenu dimanche dernier à Kagomé-Kagnikopé, deux quartiers de la banlieue de Lomé.

Lors de ce meeting qui a mobilisé 13 personnes Fulbert Attisso demandait à ses militants de se mobiliser non pas pour prendre le pouvoir par les urnes mais dans le sang de l'insurrection. Mais malheureusement Fulbert Attisso ignore que ses militants sont fatigués de leurs discours sans lendemain. C'est pourquoi c'est seulement 13 personnes qui ont répondu présentes à ce meeting du parti " Togo Autrement ".

Visiblement les militants de la coalition adressent un message clair à leurs responsables qu'ils ne sont plus dans leur schéma de

violences pour conquérir le pouvoir mais souhaitent sûrement aboutir à l'alternance par la voie des urnes. C'est ce qui peut expliquer le fiasco de la marche du 26 janvier et de la mobilisation de 13 personnes seulement au grand meeting du parti " Togo Autrement " des deux quartiers de Lomé.

Le boycott du scrutin législatif du 20 décembre a également démobilisé les militants de la coalition qui ne sont plus prêts à s'offrir en holocauste. Si la Coalition ne comprend pas ce message clair de ses militants, au prochain meeting du parti " Togo Autrement ", il n'y aura que trois (03) personnes, même le bureau exécutif boudera ce meeting inutile. Et quant à la Coalition, si les responsables s'entêtent à vouloir organiser une autre marche, ils seront surpris du nombre insignifiant des militants qui répondront présents. Ces responsables de la C13 feront mieux de passer par la voie royale digne de bon démocrate que de recourir au sang des Togolais comme les guaymans pour parvenir à leurs fins.

ALIZIOU Dominique

05 février 2005-05 février 2019 / Le monde entier se souvient du Général Eyadema :

Des offices religieux au menu des commémorations

C'était un 05 février 2005 que feu Général Gnassingbé Eyadema a été arraché à notre affection. Ce 05 février 2019, le monde entier commémore le 14^e anniversaire de son rappel à Dieu à travers des offices religieux, notamment à Kara, à Pya (son village natal), à Paris, à Bruxelles et à Milan, des proches, amis et parents, ont prié pour le repos de son âme.

A Kara, ce 05 février, amis et proches parents ont rendu hommage à l'illustre disparu à travers des offices religieux, notamment un culte d'action de grâce de l'église évangélique concélébré avec le clergé catholique et une prière musulmane au Palais des Congrès de Kara. C'était en présence du Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, du chef du Gouvernement, Komi Selom



Feu Général Gnassingbé Eyadema

Klassou, de la présidente de l'Assemblée nationale, Mme Yawa Djigbodi Tségan, de plusieurs personnalités politiques, militaires, religieuses et traditionnelles.

La veille, une veillée de prières pour le repos de l'âme de l'illustre disparu a eu lieu à Pya où le Chef de l'Etat a déposé solennellement une gerbe de fleurs sur la tombe du disparu.

Déjà samedi dernier en Europe, une messe de requiem a été célébrée à

Paris à l'église Madeleine en présence de plusieurs fidèles et personnalités dont l'ambassadeur du Togo à l'UNESCO, Sambiani Laré, le représentant du parti présidentiel en France, UNIR-France. D'autres offices religieux ont également eu lieu à Bruxelles en Belgique et à Milan, en Italie, ceci en mémoire du Père de la Nation togolaise. Partout ailleurs, les officiants ont salué la mémoire de l'illustre disparu et rappelé son engagement au service de la nation et de son continent.

Rappelons que feu Gnassingbé Eyadema a marqué son temps et son époque. Au Togo, celui qui se faisait appeler affectueusement le "Timonnier", a hissé son pays au rang des nations les plus respectées et respectables, ce qui a valu même le nom de "Suisse d'Afrique" au Togo.

Sur le plan international, feu Général Eyadema s'est illustré dans la résolution de plusieurs conflits armés devenant ainsi une icône incontestable dans les sphères politiques continentales.

JPB

Fait divers

POUR UNE PIPE, ELLE SE FAIT MOLESTER JUSQU'AU SANG ET RENVOYER DU FOYER

Un couple voulant changer d'air décida un jour d'aller dîner dans un des restaurants les plus prisés de la place. Sur les lieux, ils trouvèrent le service, impeccable, les mets appétissants et l'ambiance, assez exercée. Rien avoir avec les maquis où grouille une clientèle assez disparate aussi bien au niveau de l'habillement que du comportement où les railleries le disputent aux propos désobligeants dans une ambiance étonnamment bon enfant. Mais un petit incident imprima un goût amer à cette sortie en amoureux.

Après avoir arrosé le bon plat de couscous à la sauce lapin de la bonne bière, le couple attendait l'addition lorsque, poussée par un besoin pressant, la dame se leva pour disparaître dans les toilettes. A l'intérieur des toilettes, elle vit une pipe oubliée sur le lavabo dans le même temps qu'un homme en ressortait. Instantanément, elle appela ce dernier à qui elle remit la précieuse pipe. Sans laisser le temps à l'homme de lui dire quoi que ce fût, elle s'engouffra dans l'une des cabines pour se soulager.

L'instant d'après, elle retourna s'asseoir auprès de son mari pour la suite de la soirée. A ce moment précis l'irréparable se produisit. En sortant du restaurant l'étrange homme rencontré dans les toilettes s'approcha de la table où se trouvait assis, le couple. D'un air satisfait, il s'adressa à l'homme :

Bonsoir monsieur, votre femme est très gentille.

Et, s'adressant à la dame : en tout cas madame, merci encore pour la pipe dans les toilettes tout à l'heure, j'en avais vraiment besoin !

A ces mots le mari de la dame ne se fit pas prier pour se jeter sur sa femme qu'il molesta avec une verveur indescriptible. La femme qui réalisa la jalousie mal placée de son mari tenta vainement d'amener ce dernier à la raison. Le vin est tiré, il faut le boire.

Ricardo



Le dépôt de gerbes au caveau familia

ANADEB : Les assemblées villageoises reprennent ce mois

Les assemblées villageoises, initiées par l'Agence nationale d'appui au développement à la base et entamées en novembre 2018, reprennent au cours de ce mois de février.

Une annonce a été publiée en ce sens par le ministère chargé du développement à la base, invitant des jeunes âgés de 18 à 35 ans à s'enrôler pour des travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO).

Ces assemblées villageoises de sélection vont se tenir dans 200 communautés issues des 150 cantons les plus pauvres du Togo et bénéficiaires du projet d'Opportunités d'emploi pour les Jeunes



Une audience foraine

Vulnérables (EJV).

Elles vont consister en des réunions publiques regroupant des préfets, des chefs de canton, de village, de quartier, des membres de Comités villageois de développement ou encore des services techniques de l'Etat, au cours desquels les candidats enregistrés au

THIMO seront sélectionnés de façon aléatoire.

En rappel, le projet EJV, au sein duquel sont inclus les THIMO, vise à apporter des solutions de génération de revenus aux jeunes des milieux défavorisés. Plus de 14 000 jeunes sont ciblés.

Source : republiquetogolaise.com

Lutte contre la pauvreté au Togo : Mme Assih Mazamaesso fait le point sur la situation annuelle des différents programmes et institutions mis sous sa tutelle

La Secrétaire d'Etat auprès de la Présidence de la République chargée du Secteur Informel et de l'Inclusion Financière, Assih Mazamaesso entourée des responsables des différentes structures en sa charge notamment, le Programme "SCHOOL Assur", la Direction de la Promotion de la Finance Inclusive (DPFI), le Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI), la Délégation de l'Organisation du Secteur Informel (DOSI) ainsi que le Projet National de Promotion de l'Entrepreneuriat Rural (PNPER), a présenté jeudi 31 janvier 2019 à la presse, la situation annuelle de ces différents départements et programmes.

Au cours de ce point de presse, Mme Assih Mazamaesso a axé son exposé sur les actions menées au niveau de chaque programme aux professionnels des médias afin que ces derniers non seulement communiquent sur les efforts du gouvernement pour la réduction de la pauvreté au Togo via ces projets à la population, mais aussi apportent leurs critiques sur le travail effectué pour plus de rendement, les années à venir.

En abordant le bilan du pro-



Les officiels lors de la rencontre ; au micro, Mme Assih

gramme présidentiel "SCHOOL Assur", la secrétaire d'Etat a rappelé que ce programme est exclusivement réservé aux élèves du secteur public.

Au cours de l'année 2017-2018, 1587000 élèves du public ont bénéficié d'une couverture maladie répartie par région comme suit : région de la Savane 7%, région de la Kara et Maritime 21%, région des plateaux 11% et région centrale 18%.

En ce qui concerne l'année scolaire 2018-2019, à ce premier trimestre l'institution a enregistré déjà 1.768.943 élèves assurés et 103.823 prises en charge dont 42.655 consultations, 14.057 analyses, 636 hospitalisations. On note aussi plus 4.000 demandes de couverture maladie en moyenne par semaine selon les propos de la patronne du Secrétariat

d'Etat auprès de la Présidence de la République chargé du Secteur Informel et de l'Inclusion Financière.

S'agissant du Fond National de la Finance Inclusive (FNFI) qui vient de fêter le 25 janvier dernier ses 5ans d'existence, Mme ASSIH a indiqué que l'institution a obtenu de 2014 à 2019, une somme de 80.847milliards, enregistré plus de 926.352 nouveaux bénéficiaires et 626.849 renouvellements.

Ainsi, 1.553.201crédits ont-ils été accordés avec un taux de 95% de remboursement.

Pour plus de rentabilité, les responsables de FNFI promettent entre autres, l'introduction de cinq (05) nouveaux produits, le renforcement des capacités des PSF, la pérennisation de l'institution et assurer les défis de son autonomie financière.

D'après la Secrétaire d'Etat, la DOSI a accompagné 182 acteurs dans la région maritime au cours de l'année 2018 à travers le projet " ZOKEKE ". 168 autres ont été formés et 1.712 pièces d'identité ont été établies.

Comme perspectives, elle annonce la mise sur pied d'une stratégie nationale de formalisation du secteur, des reformes organisationnelles et une gestion axée sur les performances de l'institution et des acteurs.

Pour le DPFI, la secrétaire d'Etat a exprimé l'engagement de tout son département à renforcer la capacité des acteurs, à améliorer la gouvernance et finaliser la stratégie nationale de l'inclusion financière ainsi que la digitalisation du secteur.

Enfin, le PNPER qui reçoit l'appui du Fonds International du Développement Agricole (FIDA), a selon les conférenciers atteint un taux de décaissement de 9% jusqu'en juillet 2018, date à laquelle le projet est passé sous la tutelle du secrétariat d'Etat. Cependant avec la réorganisation et le renouvellement de l'équipe dirigeante dans une période de six mois, 77 plans d'affaires sont enregistrés et sont en cours de financement avec un taux de 16%.

"Le Secrétariat d'Etat s'est

forcé de mettre l'accent sur la qualité des interventions d'inclusion financière aux côtés des différents acteurs du pays. Au niveau de la DPFI, nous avons renforcé les capacités de nos partenaires financiers en mettant l'accent sur la gouvernance.

Au niveau du PNPER qui a rejoint le Secrétariat d'Etat en juillet 2018, nous avons mis en application les principales recommandations du bailleur lors de sa revue à mi-parcours et cela s'est traduit par l'accroissement du taux de décaissement qui est passé de 9% à 16% de juillet à décembre 2018 et 77 plans d'affaires sont en cours de financement.

De manière globale nous avons constaté au niveau du Secrétariat d'Etat, l'amélioration des performances, l'optimisation de notre trésorerie et pour le FNFI principalement, le défi d'autonomisation que nous avons entamée en 2018 s'est concrétisé depuis le 1er janvier 2019", s'est réjouie Mme Assih.

A la fin, les interlocuteurs de la Secrétaire d'Etat et sa suite ont formulé quelques suggestions notamment la réorganisation de la vente de l'essence frelatée (boudè) et la professionnalisation de l'activité de taxi moto (zémidyjan).

Daniel A.

Politique du renforcement du système d'alimentation en eau potable au Togo : La Koweït accorde un prêt de 12 milliards de FCFA pour la région de la Kara

Une signature d'accord de financement du projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable dans la région de la Kara a eu lieu entre le Togo et le Koweït le 31 janvier dernier à Lomé. C'est par le ministre de l'économie et des finances Sani YAYA qui a signé côté togolais et du côté koweïtien, le bailleur de fonds Nedhal ALOLAYAN, directeur adjoint du Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe (FKDEA), en présence du ministre de l'eau, M. Antoine Lekpa Gbegbeni

Par cette signature, le fonds Koweïtien s'engage à mettre à la disposition du Togo, la bagatelle somme de 12 milliards de FCFA sous forme de prêt. Le gouvernement togolais, pour



Echange de documents après la signature de la convention

sa part, s'engage à utiliser à bon escient cette enveloppe pour la réalisation de cet important projet qui a terme devra augmenter le taux de déserte en eau potable dans la région de la Kara.

"L'eau étant l'élément essentiel de toutes les activités humaines, elle est de ce fait un puissant vecteur de développement humain et d'organisation sociale. Sans accès à l'eau, aucun développement

économique n'est viable mais plus encore, de l'accès à l'eau dépend l'accès à la santé, à l'éducation, à la vie", a indiqué M. Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances.

Ce projet consistera à mobiliser des ressources en eau de la rivière Sara, dans la ville de Bafilo, construire une usine de traitement d'eau à Bafilo d'une capacité journalière de 10.000 m3, avec un laboratoire d'analyse de l'eau, deux (2) châ-

teaux d'eau d'une capacité totale de stockage de 5000 m3 dans la périphérie sud de la ville de Kara et la pose d'un réseau additionnel de distribution d'eau, longue de 10 km dans cette région.

Selon M. Nedhal Abdulaziz Alolayan, ce projet aura un franc succès. " Je nourris l'espoir que ce projet aura un succès total. Et je souhaite que sa réalisation soit faite de façon professionnelle et dans

le respect des règles de l'art", a-t-il dit. Les deux parties ont enfin salué l'excellence des relations de coopération qu'elles entretiennent depuis 1993. De cette coopération fructueuse, 9 projets socio-économiques ont été réalisés avec succès au Togo dans les domaines de l'énergie, de l'eau et des routes pour un montant de 67 milliards de FCFA financé par le fonds Koweïtien.

Daniel A.

Lutte contre le chômage : L'ANPE propose une sélectivité des activités professionnelles comme solution

Un atelier d'information et d'échange sur l'identification et l'élaboration des référentiels professionnels des métiers porteurs s'est tenu vendredi dernier au siège de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). Organisé par ladite Agence,

cet atelier vise à renforcer les capacités techniques des cadres de cette institution en ingénierie de formation modulaire afin faciliter une adaptation des compétences aux jeunes métiers porteurs.

Organisé à l'intention des responsables ou représentants des institutions publiques chargées de l'emploi, des professionnels des métiers ciblés par le Projet appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs (PAEIJ SP)



Une vue de l'assistance lors de la formation

et des bailleurs de fonds, cette formation a pour objectif de porter à la connaissance de tous les acteurs concernés, le contenu du projet et

d'obtenir leur adhésion et implication dans sa mise en œuvre. Il s'agit, en effet, de se familiariser avec la méthodologie "learning by doing" pour l'adaptation des compétences des jeunes aux métiers porteurs.

Selon le Chef service aux entreprises à l'ANPE, Akonde Tchaa, ce projet vise à transmettre un savoir-faire aux conseillers de l'ANPE en termes de conduite d'une ingénierie de formation, qui est la manière d'élaborer toute la démarche pour arriver à la formation des jeunes pour un métier donné.

Le Directeur général de l'ANPE, Amoussou Edmond Comlan, a souligné que ledit projet cible plusieurs domaines, notamment la pisciculture (l'alevinage, le grossissement, la transformation, le conditionnement/conservation, la commercialisation des poissons), l'agriculture (la fabrication des ruches, la production du miel, la transformation et la commercialisation) et un centre d'appel (métier de téléopérateur).

Le directeur de l'ANPE a saisi l'occasion pour inviter les acteurs des secteurs concernés à un partenariat national afin d'arriver aux résultats escomptés, notamment l'atteinte d'ici 2022 ç la création de plus de 500.000 emplois. " Que l'enseignement technique et la formation professionnelle, les chambres des métiers agricoles, le patronat et l'industrie se mettent en mouvement pour que l'entreprise soit un lieu de formation et de développement des compétences ", a souhaité Amoussou Edmond Comlan.

De l'avis de l'expert Napporn Josué, consultant en ressources humaines emploi et compétences, l'ANPE est sur la bonne voie, et il s'agira de lui donner tous les moyens nécessaires pour la réussite de ce projet financé par la Banque Africaine de Développement (BAD).

Daniel A.

JPB

CEDEAO: La BAD signe un accord de 22,7 millions \$ pour le corridor routier Abidjan-Lagos

La Banque africaine de développement (BAD) a signé ce lundi, un accord de financement de 22,7 millions \$, dans le cadre de la construction du corridor routier Abidjan-Lagos.

Comprenant un don de 10 millions \$ de la commission européenne, le nouvel accord devrait permettre d'étudier la faisabilité de la construction d'une autoroute à six voies, de plus de 1 000 kilomètres entre la capitale économique ivoirienne (Abidjan) et Lagos au Nigeria.



Le projet d'étude de faisabilité de la nouvelle artère prévue pour passer par les villes d'Accra, de Lomé et Cotonou, intervient environ cinq ans après la signature en 2014, du

traité sur l'établissement dit corridor, entre les présidents de Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin et Nigeria.

Drainant près de 75% des activités commerciales

d'Afrique de l'Ouest, le corridor Abidjan-Lagos traverse les pôles économiques les plus actifs et les villes les plus densément peuplées de l'espace CEDEAO.

Grâce à la construction de cette nouvelle autoroute, les Etats de la région veulent augmenter le volume des échanges de marchandises de la sous-région qui s'est établi à environ 15 milliards \$ en 2016, pour un marché de plus de 320 millions de consommateurs.

Source : Agence Ecofin

Classement mondial " Heritage Foundation":

Le Togo fait une progression excellente de 10 places en un an

Selon le classement mondial de l'Édition 2019 de " index of economic-freedom " (liberté économique) publié par l'institution Fondation Héritage (the heritagefoundation) un think tank Américain basé à Washington, le Togo s'offre une progression excellente et obtient 10 places sur le plan mondial et 6 sur plan africain grâce à la politique de transparence économique et l'efficacité des institutions financières mise sur pied par les premiers responsables politiques du Togo. Cet " index of economic-freedom " mesure, depuis 1995, la liberté économique dans le monde, sur la base de douze (12) indicateurs quantitatifs, regroupés en quatre grandes catégories.



du gouvernement qui a pour indicateurs les dépenses publiques, la pression fiscale, la santé fiscale, l'efficacité réglementaire liée à la liberté de travail, la liberté des affaires, la liberté monétaire et la dernière catégorie relative au marché ouvert, notamment la liberté commerciale, la liberté d'investissement et la liberté financière.

Pour cette édition 186 pays ont été évalués et 180 classés. C'est ainsi que l'économie togolaise a enregistré des progrès évidents en ce qui concerne la plupart des indicateurs en particulier ceux relatifs à la liberté d'in-

vestissement et à la stabilité monétaire. Les efforts du gouvernement en vue de moderniser le secteur bancaire, de l'énergie, des transports et des infrastructures ont permis au Togo d'obtenir un meilleur score tant au plan continental qu'à l'international. Une évaluation très appréciée par cette fondation américaine.

A en croire cette fondation américaine, le gouvernement togolais a levé l'an dernier beaucoup de contraintes sur la production, la distribution ou la consommation des marchandises et de services pour le libre jeu économique.

Le Togo s'offre ainsi une progression de 10 places dans le classement mondial et 6 sur le plan africain avec un score de liberté économique de 50,3 le pays passe de 168e place de l'année dernière pour devenir 158e économie la plus libre à l'indice 2019. 41e sur le plan africain à l'indice 2018 l'an dernier, le pays occupe désormais la 35e place sur 47 pays classés dans cette région. Une belle performance impulsée par une nette amélioration de la santé fiscale et une hausse des scores pour la pression fiscale et les droits de propriété.

Pour le thinkthank américain, cette belle performance du Togo s'explique par une nette amélioration de la santé fiscale et une hausse des scores pour la pression fiscale et les droits de propriété, cependant il recommande au gouvernement de réduire sa présence dans certains secteurs pour un meilleur rang dans l'avenir.

Colloque international sur " Droits de l'Homme et post-colonialité " à l' université de Lomé :

Le Professeur Fidel Komla Messan Nubukpo investi icône du département d'anglais

Un colloque international autour du thème " Droits de l'Homme et post-colonialité " se tient depuis hier 6 février 2019 à l'université de Lomé. Organisée par le département d'anglais de la Faculté des Lettres, Langues et Arts (FLLA) des Universités de Lomé et de Kara, la rencontre vise à mener principalement des réflexions sur les réalités post-coloniales en rapport avec l'épineuse préoccupation de protection et de la promotion des droits humains des pays ayant été colonisateurs ou colonisés.

Au terme de cette rencontre de trois jours ouverte par le nouveau ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, M. Koffi Akpagana, un hommage sera rendu au Professeur Fidel Komla Messan Nubukpo formateur d'une quarantaine de docteurs et plus de 350 lauréats de Maîtrise et de Master, Doyen honoraire de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines (FLESH) de l'Université de Lomé.

Homme illustre du monde de l'enseignement supérieur et de la recherche, le Professeur NUBUKPO qui



Professeur Fidel Komla Messan Nubukpo

est admis à faire valoir ses droits à la retraite, a fait du questionnement relatif aux identités dans un contexte post-colonial, l'un des axes majeurs de ses recherches, de ses enseignements et de ses productions académiques.

La post-colonialité, qui pour lui, est la dynamique de la recherche permanente des savoirs qui mènent les humains vers d'autres humains, nécessite la collaboration des identités, des particularismes, des hommes et des femmes pour la création d'un nouvel environnement social, politique et culturel mieux réfléchi, enrichissant et porteur d'espoir pour tous aboutissant ainsi à un développement durable qui prenne en compte les droits fondamentaux des uns et des

autres. Ce colloque a pour thème " Droits de l'homme et post-colonialité ".

Il se veut un creuset d'échanges où se rassemblent, dans un esprit pluri-, inter- et transdisciplinaire, les travaux de divers experts dont la finalité est de déconstruire l'histoire coloniale, de redynamiser et de remettre en contexte différentes situations identitaires des sociétés d'Afrique, d'Amérique, d'Europe et de la diaspora. En d'autres termes, la réflexion collective suscitée dans le cadre de ce colloque vise l'examen des processus de production et de déconstruction du savoir en rapport avec autrui. La conceptualisation des notions comme race, ethnicité, identité, droits humains occupera une place majeure dans les axes portant sur la

pensée ou théorie postcoloniale.

D'éminents professeurs et chercheurs du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Ghana, du Niger et du Togo, prennent part activement à ce colloque international de Lomé afin d'apporter leur expertises sur la thématique. S'inscrivant dans la droite ligne de la recherche du bien-être du peuple, ledit colloque explorera les pistes qui mènent à une compréhension des événements postcoloniaux et le rôle des différents acteurs de par le monde.

Il s'agira notamment de s'interroger sur la pratique et la protection des droits humains avant, pendant et après la colonisation. Créer un cadre de réflexions interdisciplinaires qui examinera les droits humains sous le prisme de la post-colonialité. "La rencontre questionne la colonisation qui a été souvent présentée par certains, sous un aspect négatif uniquement, aspect qui tend à se focaliser sur l'impact culturel et identitaire au détriment des avancées technologiques que cette colonisation a tout de même apportées aux peuples qui ont vécu cette expérience controversée ", a expliqué Dr Komi Bafana, Président

du comité d'organisation.

L'événement ouvre des pistes de réflexions à travers 34 articles réunis dans les mélanges à remettre solennellement au Professeur Nubukpo. " Durant toute ma vie je n'ai enseigné que la pensée postcoloniale et la nécessité pour nous de nous engager dans la voie de la post-colonie. Et être postcolonial, c'est tout simplement réfléchir et voir les zones d'ombre dans notre vie, les retards dans notre vie et de réfléchir pour arriver à la lumière qui puisse nous sortir de l'obscurantisme ", a témoigné le Prof Nubukpo.

Pour le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, M. Koffi Akpagana. Les Etats, héritages de la colonisation sont à bien des égards désabusés par des promesses non tenues de l'humanisme et de l'universalisme de la démocratie et des droits humains sont toujours à la croisée des chemins. " Il nous faut, au travers des concertations scientifiques comme celles qui commencent ce jour, en arriver à des réponses scientifiques appropriées, identifier des repères collectifs à même de stimuler l'action libératrice du continent ", a-t-il conseillé

Daniel A.



INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT JUSQU'À 100 Mbps DÉJÀ DISPONIBLE AU TOGO

LA FIBRE OPTIQUE CHEZ VOUS DISPONIBLE DANS
LES ZONES SUIVANTES :

- ☑ **AGOÈ,**
- ☑ **BAGUIDA,**
- ☑ **BOULEVARD CIRCULAIRE,**
- ☑ **FOREVER,**
- ☑ **ZONE PORTUAIRE,**
- ☑ **ABLOGAMÉ,**
- ☑ **KODJOVIAKOPÉ,**
- ☑ **NYÉKONAKPOÈ,**
- ☑ **RÉSIDENCE DU BÉNIN,**

& DANS LES AUTRES CITÉS.

LES EXTENSIONS SE POURSUIVENT DANS LES AUTRES QUARTIERS DE LOMÉ.

**RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT VOTRE OFFRE FIBRE DANS
TOUTES LES AGENCES DU GROUPE TOGO TELECOM
& BÉNÉFICIEZ DES AVANTAGES EXCEPTIONNELS !!!**